

Partir des priorités des femmes

Française et Suisse, **BRIGITTE POLONOVSKI** est consultante, spécialiste des violences envers les femmes, les filles et les enfants. Représentante permanente du Conseil International des Femmes aux Nations Unies, elle est également impliquée dans la vie politique.

Pour la Revue, l'auteure explicite l'importance de conjuguer approche culturelle et approche par le genre, dans une lutte contre la misère qui sollicite la participation de tous à égalité.

RQM : *Quelle est votre expérience ?*

B. P. : Je suis impliquée depuis plus de vingt ans dans plusieurs organisations non gouvernementales actives sur les questions liées à la condition féminine pour une raison assez simple. Pour moi, tous les êtres humains doivent pouvoir participer à égalité dans la société, doivent pouvoir avoir les mêmes possibilités. Ce qui est en jeu, c'est la reconnaissance de l'égale dignité de tous les êtres humains.

À travers le monde, dans beaucoup de traditions, beaucoup de cultures, beaucoup de religions, il y a souvent de la dignité pour les hommes et de l'indignité pour les femmes. Beaucoup de discriminations subsistent encore à l'égard des femmes.

Dans mon parcours, je me suis d'abord intéressée à la violence envers les femmes. Ainsi j'ai présidé pendant plusieurs années la Fédération Abolitionniste Internationale (FAI) qui travaille pour l'éradication de l'exploitation de la prostitution. J'ai travaillé avec des personnes, dans l'immense majorité des femmes et des filles, qui étaient dans cette situation, et qui, pour 95 % d'entre elles, vivaient dans une situation de pauvreté et de violence extrêmes. Je me suis aussi intéressée à l'environnement de violence et de discrimination dans lesquelles vivent beaucoup de femmes dans le monde (infanticide et foeticide des filles, mariages forcés, crimes d'honneur, mutilations génitales, etc.). Ces travaux ont été repris par différentes instances des Nations Unies, y compris les pays mis en cause.

RQM : Les hommes sont-ils concernés ?

B. P. : Dans tous les cas, j'ai accordé la priorité au fait d'écouter les femmes concernées et de voir comment elles conçoivent les solutions aux problèmes qui les touchent, comment soutenir leurs préoccupations. Ainsi à Bahreïn j'ai rencontré des femmes qui ont créé un centre d'accueil pour femmes victimes de violences. Leur centre accueille majoritairement des femmes migrantes, soumises à toutes sortes de discriminations et de violences. Mais le jour de ma visite, toutes les femmes accueillies étaient natives du pays, alors que la violence conjugale est considérée avant tout comme une affaire interne à la famille, ce qui veut dire que les choses évoluent : par internet, par d'autres biais, elles apprennent qu'on n'est pas tout seul, et qu'il est légitime de vouloir vivre ce qui est inscrit dans la constitution de Bahreïn, à savoir l'égalité entre les hommes et les femmes (article 5).

Cette action ne concerne bien sûr pas que les femmes. Mettre en place un environnement sain et stable pour les femmes et les petites filles, qui garantisse une vie dans la dignité, cela ne peut que profiter à l'ensemble de la société, à la famille dans son ensemble, et donc bien sûr aussi aux hommes ! Et dans certains pays, des associations aident des hommes ayant commis des actes de violences envers leurs épouses à comprendre ce qui est à la source de cette violence¹. Quand il s'agit des mutilations génitales ou des autres traditions nuisibles pour les femmes, il est nécessaire que les hommes se saisissent aussi des situations pour les aider à évoluer. Si les hommes africains ne veulent plus épouser une jeune fille excisée, la coutume cessera d'être appliquée. Même si environ vingt-huit pays d'Afrique ont rendu ces pratiques illégales, seules les actions conjointes des hommes et des femmes pourront éradiquer cette tradition.

Et dans toutes les sociétés, on observe des signes encourageants, ainsi en Arabie Saoudite, si les femmes n'ont pour l'instant pas le droit de conduire, on peut remarquer que dans le milieu médical, aucune femme n'est voilée. Et elles ont des formations universitaires et techniques aussi sophistiquées que les hommes. Un certain nombre d'entre elles sont dans des postes professionnels de direction. J'ai eu la chance au cours de ces années de découvrir que partout dans le monde, des femmes extraordinaires agissent au quotidien en vue de ces objectifs.

Pour moi, l'essentiel pour les soutenir, c'est de partir de leurs priorités à elles, c'est elles qui savent ce qui peut faire évoluer leur pays, leur société.

Dans certains pays, il s'agit d'arriver à changer des législations qui inscrivent dans la loi des discriminations graves, dans d'autres ce sont surtout les mentalités qu'il faut faire bouger.

RQM : Quelles sont les raisons d'espérer ?

B. P. : Dans tous les cas, ce qui est essentiel, c'est de prendre les moyens de permettre aux femmes concernées elles-mêmes de choisir leurs priorités d'action.

1. Voir l'article d'Anne Jacob page 17.

Cette question de la participation est pour moi essentielle, et c'est un grand défi.

Lors d'une assemblée générale du Conseil international des femmes se tenant à Saint-Domingue il y a quelques années, j'avais pu obtenir que soit invitée une cinquantaine de femmes d'un grand bidonville à proximité de la capitale. Elles m'avaient fait d'abord le grand honneur de m'accueillir, moi et quelques autres, dans leur quartier et de nous expliquer pendant plusieurs heures leur vie quotidienne, leurs soucis, et tout ce qu'elles entreprenaient. C'était vraiment impressionnant. J'avais obtenu qu'elles puissent être invitées à la réception donnée par le président de la république et j'espérais que cela lui avait permis de connaître l'énergie et le courage de ces femmes. Je sais que cela leur avait aussi donné à elles l'émotion d'avoir été considérées comme nous, les femmes venues du monde entier, dignes de la considération présidentielle, et peut-être de la force pour affronter le quotidien.

J'ai beaucoup apprécié aussi de contribuer au travail mené avec ATD Quart Monde en vue d'obtenir un texte international aux Nations Unies sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté². J'ai pu ainsi, entre autres, prendre part à des rencontres avec des personnes, hommes et femmes de différents continents, directement confrontés à la misère, et ce furent des échanges d'une grande richesse.

Dans une telle action, la question des droits culturels a une importance particulière ; ils permettent de différencier au sein des pratiques traditionnelles, entre ce qui est de l'ordre de la culture propre d'un groupe humain, et ce qui relève de la domination masculine, ce qui est nuisible à la dignité de l'être humain ou pas, ce qui viole les droits de la personne humaine ou pas. Et personne ne peut dire à la place des personnes concernées ce qui est prioritaire, ce qu'il convient de changer.

Cette participation des personnes concernées peut conduire à soulever de nouvelles questions. Ainsi lors d'une rencontre de l'Université populaire Quart Monde d'Île-de-France, sur le thème de la violence, j'ai pu entendre les participants s'exprimer sur des formes de violence envers les femmes, mais aussi bien sûr sur des violences envers les hommes car si les manifestations et les effets sont différents, cette violence doit être prise en considération.

Ceci m'encourage à recommander à tous ceux qui veulent mettre fin à la misère à s'intéresser à la perspective de genre, c'est-à-dire à prendre l'habitude de regarder les différentes questions et propositions sous l'angle de l'égalité hommes-femmes, sous l'angle des raisons différentes de l'exercice de la violence, de ses conséquences et effets différents, et donc forcément des programmes nécessairement différents pour résoudre ces questions dans la justice, l'égalité et en respectant la dignité³. ■

2. Sur cette démarche, voir la Revue Quart Monde N° 205-206 : *Droits de l'Homme : nous avons trouvé un chemin* ; <http://www.editionsquartmonde.org/rqm/sommaire.php?id=1596>

3. Voir à ce sujet : *Avis sur la perspective de genre* de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, mars 2012 ; <http://www.cncdh.fr>